

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 4243 - MARDI 3 MAI 2022

RETOMBÉES DE LA FÊTE DU TRAVAIL

Le gouvernement réaffirme son engagement à améliorer les conditions de vie des Congolais

La République démocratique du Congo (RDC) a célébré le 1er mai à travers un grand événement organisé par le ministre de la Fonction publique, Jean-Pierre Lihau, sur le thème « Promouvoir l'emploi dans un monde en mutation ». Représentant le chef du gouvernement, Jean-Pierre Lihau a réaffirmé l'engagement du pays de tout mettre en œuvre pour que le fonctionnaire vive décemment.

« Le gouvernement n'a pas baissé les bras, mais travaille pour mettre de l'ordre dans le secteur », a-t-il indiqué, ajoutant que l'exécutif national va continuer à fournir des efforts indispensables.

Page 3



La place Victoire au centre de Kinshasa

COHÉSION NATIONALE

Les communautés luba et katangaise exhortées à promouvoir le Vivre ensemble



Les Chefs traditionnels du Grand Kasai et du Grand Katanga

Les communautés luba et katangaise exhortées à promouvoir le vivre ensemble. Ouverts le 22 avril dernier, les travaux de la conférence interprovinciale entre le Grand Katanga et le Grand Kasai sur la cohabitation pacifique ont pris fin le 30 avril à Lubumbashi, en présence du président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Dans son allocution prononcée à cette occasion, le chef de l'État a exhorté les autorités et la population locale à œuvrer pour la cohésion sociale, dans la tolérance et le respect de la loi. Il a encouragé les forces vives du Grand Katanga et du Grand Kasai à cultiver la fraternité et à promouvoir le vivre ensemble.

Page 2

KINSHASA

Poursuite de la réhabilitation de l'éclairage public



Le gouverneur Ngobila lançant officiellement l'opération dans la Tshangu

Le gouverneur Gentiny Ngobila poursuit la réhabilitation de l'éclairage public à travers les grandes artères de la capitale congolaise. Le 30 avril, il a lancé la deuxième étape de cette opération sur le boulevard Lumumba, à la hauteur du quartier Pascal, dans la commune de

Masina, district de la Tshangu. La deuxième étape de cette opération va concerner la partie Est de la capitale congolaise, le district de la Tshangu. Cette activité vise à renforcer l'éclairage public à travers la ville pour le bonheur des populations et la beauté de la ville.

Page 2

FOOTBALL

Jackson Muleka se revitalise à Kasimpasa

Parti du Standard de Liège après un début de saison de galère, Jackson Muleka fait son trou à Kasimpasa, en Turquie, où il a déjà marqué douze buts en onze apparitions, meilleur ratio de buts de la D1 turque. Sa prestation exceptionnelle a attiré l'attention d'autres clubs turcs, lui qui a marqué contre des cadors tels que Fenerbahce, Beşiktaş, Konyaspor, Fatih, etc. L'on épilogue déjà sur sa prochaine destination à la fin de la saison, même s'il a été prêté sans option d'achat, tellement qu'il intéresse beaucoup de clubs.

Page 7



KINSHASA

Poursuite de la réhabilitation de l'éclairage public

Le gouverneur de la ville-province, Gentiny Ngobila Mbaka, poursuit la réhabilitation de l'éclairage public à travers les grandes artères. Le 30 avril dernier, il a lancé la deuxième étape de cette opération sur le boulevard Lumumba, à la hauteur du quartier Pascal, dans la commune de Masina, district de la Tshangu.



Le gouverneur Ngobila lançant officiellement l'opération de réhabilitation de l'éclairage public dans la Tshangu

Les communes concernées par la deuxième phase sont notamment celles de Masina, de Kimbanseke et de Ndjili. La réhabilitation de l'éclairage public sur ce tronçon va mettre fin aux porches noires et sera résolu un des problèmes liés au banditisme urbain. Avec cette opération, du centre-ville jusqu'au camp Ceta, en passant par l'aéroport international de N'Djili, non seulement les véhicules peuvent désormais rouler en toute sécurité, mais aussi la population peut circuler en toute quiétude.

Pour le gouverneur Gentiny Ngobila, en effet, cette activité qui s'inscrit dans la droite ligne de la vision du président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, vise à renforcer l'éclairage public à travers la capitale en faisant usage d'ampoules économiques, à faible consommation d'énergie pour

le bonheur de la population et la beauté de la ville. « Un éclairage public répondant aux normes dans une mégapole comme Kinshasa s'avère indispensable pour combattre l'insécurité et faciliter la mobilité de la population », a-t-il expliqué.

Depuis le début du lancement de la réhabilitation de l'éclairage public au mois d'août 2020 par le gouverneur de la ville, plusieurs artères sont déjà sorties de l'obscurité. Il s'agit des boulevards du 30 juin, Colonel Tshatshi, Sendwe, Triomphal et Lumumba, et des avenues Kasa-Vubu, Libération (ex-24 novembre) et Inga, etc. Il est prévu, pour des jours qui viennent, la poursuite de cette opération sur les autres artères de la ville dont l'avenue By-pass, dans la commune de Mont-Ngafula, etc.

Lucien Dianzenza

COHÉSION NATIONALE

Les communautés luba et katangaises exhortées à promouvoir le «vivre ensemble»

Le président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, a présidé la cérémonie de clôture de la conférence interprovinciale entre les espaces du grand Katanga et du grand Kasai.



Les Chefs traditionnels du Grand Kasai et du Grand Katanga

Ouverts le 22 avril dernier, les travaux de la conférence interprovinciale entre le Grand Katanga et le Grand Kasai sur la cohabitation pacifique ont pris fin le 30 avril dans la soirée à Lubumbashi, en présence du président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Dans son allocution prononcée à cette occasion, le chef de l'État a exhorté les autorités et la population locale à œuvrer pour la cohésion sociale, dans la tolérance et le respect de la loi. Il a encouragé les forces vives du Grand Katanga et du Grand Kasai à cultiver la fraternité et promouvoir le vivre ensemble.

L'humanisme et la tolérance qui ont toujours caractérisé l'Homme congolais doivent être mis à profit pour consolider l'unité nationale et la cohabitation pacifique des deux communautés des grands espaces katangais et kasaiens. Cette table ronde n'est pas une fin en soi, c'est une étape vers un renforcement du dialogue et de la coopération interprovinciale pour offrir plus d'opportunités à la jeunesse congolaise pour son épanouissement sur l'ensemble du territoire national.

La cérémonie s'est clôturée par une soirée culturelle au cours de laquelle des groupes folkloriques katangais et kasaiens ont sublimé cette diversité culturelle qui fait aussi la force et la richesse de la République démocratique du Congo.

Alain Diasso

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI : Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC -

Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordonnatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Maouakani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbélé Ngoni

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél.: 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

FÊTE DU TRAVAIL

Le gouvernement réaffirme son engagement à améliorer les conditions de vie des Congolais

Le monde entier a célébré, le 1er mai, la fête du travail. A cette occasion, une ambiance électrique a régné au chapiteau du Pullman Hôtel à Kinshasa, dans la commune de la Gombe, sous les auspices du vice-Premier ministre, ministre de la Fonction publique, Jean-Pierre Lihau, en présence de la ministre de l'Emploi, Travail et Prévoyance sociale, Claudine Ndusi N'Kembe, principale organisatrice de l'événement avec pour thème national « Promouvoir l'emploi dans un monde en mutation ».

Après l'exécution de l'hymne national, le président de l'intersyndicale nationale du Congo a pris la parole en premier, rappelant aux autorités leur rôle qui est de veiller à l'amélioration des conditions de vie du fonctionnaire de l'État.

Pour sa part, la ministre de l'Emploi, Travail et Prévoyance sociale, Claudine Ndusi, a souligné dans son intervention que la journée du 1^{er} mai « est une occasion pour le gouvernement de faire le point sur les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du cadre global pour la politique de l'emploi en RDC ».

Au regard de plusieurs difficultés, elle a salué la clairvoyance du président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, qui a recommandé la tenue de la première session extraordinaire de la 36^e session du Conseil national du travail au cours de laquelle les mandants tripartites ont proposé le décret portant création, organisation et fonctionnement du Conseil supérieur de l'emploi.

« Ils ont, en outre, formulé les recommandations pertinentes pour une mise en oeuvre de la couverture santé universelle en RDC », a indiqué la ministre Claudine Ndusi.

« Je remercie le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde, pour avoir inscrit dans le programme d'action du gouvernement 2021-2023, à son pilier relatif à l'amélioration des conditions sociales, l'axe 52 qui prévoit la promotion du travail décent pour un développement durable, équitable, solidaire et inclusif avec comme priorité, l'actualisation de la politique nationale de l'emploi qui va permettre à la RDC de disposer d'une politique permettant de tenir compte de la vision du chef de l'État qui veut mettre l'homme au centre du gouvernement », a déclaré en substance la ministre.

Parmi ces priorités, elle a évoqué notamment l'actualisation de la politique nationale de l'emploi qui va également cibler les groupes vulnérables et les secteurs défavorisés pour permettre de relever les grands défis sur le marché du travail en République démocratique du Congo (RDC). A cela s'ajoute une politique de l'emploi qui s'adresse aux jeunes et qui vise à les aider à surmonter les obstacles qui les empêchent à l'heure actuelle d'entrer sur le marché du travail et un travail décent. « Une politique d'emploi en faveur de l'égalité entre



La ministre de l'Emploi, Travail et Prévoyance sociale, Claudine Ndusi, engagée dans l'amélioration des conditions de vie des Congolais

l'homme et la femme pour lutter contre les injustices observées en matière de salaire et risques de harcèlement et des violences », a martelé la ministre.

La détermination du gouvernement

Selon la ministre de l'Emploi, Travail et Prévoyance sociale, malgré le contexte difficile, le gouvernement reconnaît les efforts de collaboration des mandants tripartites qui ont permis, au niveau de la gouvernance du secteur, la signature du mémorandum d'accord concernant le programme pour le travail décent 2021-2024, laquelle signature a marqué la volonté du gouvernement, des organisations des travailleurs et de l'Organisation internationale du tra-

vail de collaborer pour soutenir le travail décent sur le plan national.

Il s'est agi aussi de la convocation de la première session extraordinaire de la 36^e session ordinaire du Conseil national du travail qui a permis de proposer au gouvernement des instruments qui vont contribuer à la régulation du secteur de l'emploi.

« Le gouvernement n'a pas baissé les bras, mais travaille pour mettre de l'ordre dans le secteur », a indiqué la ministre, avant de poursuivre que l'exécutif va continuer à fournir des efforts indispensables.

Pour ce qui est des établissements sous tutelle, Claudine Ndusi a laissé entendre qu'il y a une amélioration des ser-

vices rendus aux membres, par exemple à la Caisse nationale de sécurité sociale où il y a eu augmentation de 45% du montant minimum de la pension des retraités.

Cependant, a-t-elle poursuivi, par rapport au dernier cahier de charges des travailleurs présenté le 1er mai de l'an dernier, le gouvernement a mécanisé 22 800 agents et cadres au dernier trimestre 2021.

De son côté, Jean-Pierre Lihau, vice-Premier ministre, ministre de la Fonction publique, représentant le chef du gouvernement, a réaffirmé l'engagement de la République de tout mettre en oeuvre pour que le fonctionnaire congolais vive décemment.

Blandine Lusimana

ENTREPRENEURIAT

Mille six cents jeunes entrepreneurs bientôt formés

Entre le 9 mai et le 9 juillet, des jeunes participeront à une session de formation selon la méthode STEP (Student Training Entrepreneurial Promotion ou Formation estudiantine pour la promotion). Il s'agit des jeunes responsables des micro, petites et moyennes entreprises (MPME).

Au total, 1600 jeunes entrepreneurs, dont 640 provenant de Kinshasa et 320 autres de Lubumbashi, Matadi et Goma, participeront dans les prochains jours à une grande formation dans le cadre de l'appui aux MPME. La méthode STEP utilisée par les formateurs fait référence à une formation à l'entrepreneuriat qui permet aux jeunes adultes de développer des compétences, des connaissances et de la confiance

pour poursuivre une carrière entrepreneuriale. En effet, le grand défi est de pousser les jeunes responsables des MPME à considérer l'entrepreneuriat comme un métier et non un passe-temps.

Un phénomène montant

Depuis plusieurs années, les MPME ont pris une grande importance au sein de la société congolaise. Beaucoup d'experts ne jurent que sur elles pour booster l'entrepreneuriat local et engager le pays

inexorablement dans la voie du développement. En République démocratique du Congo, elles riment forcément avec PADMPME, un projet visant à les appuyer. Pour cette formation massive, l'organisateur, en l'occurrence le PADMPME, a ciblé les principales villes du pays : Kinshasa, Lubumbashi, Matadi et Goma. Il s'agit des jeunes recrutés dans les différentes plateformes d'encadrement des entrepreneurs, et aussi parmi ceux qui avaient partici-

pé au concours du Plan d'affaires organisé par le projet, renseigne le PADMPME.

Au sujet des motivations de cette formation, le projet apporte quelques précisions. Il s'agit tout simplement d'équiper les jeunes entrepreneurs et aspirants entrepreneurs en capacités de développement de leur business et de leur fournir des moyens efficaces susceptibles de leur permettre de créer des emplois pour eux-mêmes et pour

d'autres membres de la communauté. Les formateurs ont été sélectionnés après la mise en concours des structures d'encadrement des jeunes et des associations patronales. Ils sont capables d'assurer la dissémination, martèle le PADMPME. Enfin, le fait le plus intéressant est que les jeunes entrepreneurs formés vont recevoir un capital pour leur permettre de mieux structurer leurs petites entreprises.

Laurent Essolomwa

POLITIQUE NATIONALE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Des femmes leaders pour l'environnement plaident pour la prise en compte du genre

Dans le cadre de son projet dénommé « Plaidoyer pour l'implication de la femme riveraine des forêts tropicales dans les organes de prise de décision des différentes réformes engagées dans la province de l'Equateur », la Coalition des femmes leaders pour l'environnement et le développement durable (CFLEDD) a organisé récemment un atelier à l'intention des experts de la cellule d'appui technique à la réforme de l'aménagement du territoire et des cadres de l'administration de ce ministère.

Intéressée par la question de la réforme de l'aménagement du territoire, la CFLEDD pense que la femme considérée aujourd'hui comme plaque tournante de toute réforme ne doit pas être mise à l'écart. C'est ainsi qu'elle formule des recommandations visant l'intégration du genre dans le document de la politique nationale de l'aménagement du territoire (PNAT). A en croire Suzanne Linyonga de la CFLEDD, l'intégration du genre dans la PNAT doit être prise en compte dans l'approche méthodologique; dans la phase d'élaboration des outils; dans le cadre de suivi et évaluation à chaque niveau, voire dans l'observatoire national de l'aménagement du territoire.

Parmi ces recommandations, la CFLEDD préconise notamment de prendre des mesures appropriées qui

contribuent à l'élimination des discriminations contre les femmes riveraines de forêts lors de l'aménagement forestier et du territoire; des mesures assurant la pleine participation des femmes et leur implication à tous les niveaux de la planification de l'espace et des organes de décision dans la mise en oeuvre des programmes relatifs de l'aménagement du territoire, la planification de l'utilisation des terres et la gestion durable des forêts et le développement.

Elle souhaite, par ailleurs, que soient valorisées les compétences des femmes et jeunes filles en matière d'aménagement du territoire à travers des mesures et positions claires. Elle plaide également pour l'autonomisation des femmes dans le secteur de l'aménagement du territoire à travers l'accès et le contrôle



Vue des participants à l'atelier

des ressources.

L'atelier à l'intention des experts de la cellule d'appui technique à la réforme de l'aménagement du territoire a permis aussi aux membres de la CFLEDD de s'imprégner du processus de la réforme de l'aménagement du territoire, expliqué par l'expert forestier Gabriel Bibombe. Il a également fait savoir que

la question du genre est belle et bien intégrée dans la PNAT.

Clôturant cet atelier, le secrétaire général à l'Aménagement du territoire, Jean-Pierre Khonde wa Masinga, a salué l'initiative de la CFLEDD, invitant les femmes à plus de compétence en prônant la méritocratie. « Il faut que la femme se distingue.

La femme qui doit être promue aux fonctions de prise de décision doit le mériter sur tous les plans. La femme ne doit pas se considérer comme inférieure à l'homme... », a-t-il dit. Il a également encouragé la CFLEDD à poursuivre ce plaidoyer pour que la voix de la femme soit prise en compte.

Blandine Lusimana

FEMUA 2022

Une place de choix réservée à la diversité culturelle de la RDC

Comme invitée d'honneur de la 14^e édition du Femua prévue 10 au 15 mai à Abidjan, la République démocratique du Congo (RDC) par-delà sa musique représentée par Youssoupha et Inno'ss B, c'est l'ensemble de sa riche culture qui sera célébrée à l'occasion de « La nuit du Congo » à travers une programmation spéciale où quartier libre lui est donné pour la faire connaître.

Les ministères de la Culture, Arts et Patrimoines ainsi que du Tourisme ont été sollicités dans le but de constituer la délégation censée faire le voyage d'Abidjan pour donner à voir la diversité culturelle congolaise. Venu en personne à Kinshasa prendre langue avec la ministre Catherine Kathungu afin de s'assurer que l'on répondra aux attentes du Festival des musiques urbaines d'Anoumabo (Femua), son commissaire général a donné un aperçu de l'organisation. Au point de presse tenu le 23 avril, il a évoqué la fameuse « Nuit du Congo », précisant que les artistes congolais, de plusieurs disciplines confondues, seront sous les projecteurs. Avec l'allusion faite aux « défilés de mode », l'on sait que l'élégance vestimentaire légendaire des Congolais indissociable de la rumba ne saurait manquer au rendez-vous. Salif Traoré, dit A'salfo, a pour ce faire choisi

de confier l'organisation au ministère de la Culture. Fort de la diversité des talents et du foisonnement artistique reconnu à la RDC, il a déjà fait preuve d'enthousiasme, déclarant : « J'espère que cette soirée sera féérique ». Mais encore, a-t-il ajouté, « Le lendemain il y aura un concert pour le Congo ». Et, l'on sait déjà que les artistes sélectionnés auront quartier libre « toute la nuit ». L'affiche de la 14^e édition du Femua (DR) Les motivations qui ont porté le Femua à jeter son dévolu sur la RDC pour sa 14^e édition tiennent à deux raisons essentielles. A'Salfo les a expliquées soutenant que le décès inopiné de Papa Wemba étant survenu sur la scène du festival d'Anoumabo, l'organisation a « trouvé qu'inviter le Congo, en Côte d'Ivoire, c'est rendre un grand hommage à ce monsieur qui, de son vivant, avait souhaité que le Femua soit une source



d'intégration pour les pays africains ». Il a dit avoir jugé « utile d'inviter la RDC, le pays de cet homme-là tombé sur le podium du Femua pour renforcer les liens entre le Congo et la Côte d'Ivoire ». Sans doute conforté par la belle expérience partagée avec le Sénégal, l'hôte de marque de l'édition précédente du Femua tenue du 7 au 12 septembre 2021 entre Abidjan et le Grand Bassam. Cette treizième édition avait pour thème « L'Alliance Afrique Europe égale paix et développement ».

Par ailleurs, ayant considéré

le fait que « cette année la rumba a été faite patrimoine immatériel de l'Unesco » et en sa qualité d'ambassadeur de l'organisation onusienne depuis dix ans, il a à cet effet « voulu joindre l'utile à l'agréable ». Car, a-t-il soutenu, « une chose est de rendre hommage à Papa wemba, une autre est de rendre hommage à la musique qu'il a promue à travers son art. Ce sera une double joie pour nous d'accueillir le Congo dans sa diversité ».

Il convient de signaler que la participation de la RDC est censée considérer et s'ins-

crire dans l'esprit du thème de cette quatorzième édition du Femua, à savoir « Entrepreneuriat et employabilité des jeunes ». L'an dernier, il nous revient que le pavillon du Sénégal qu'avait conçu la direction des arts avait accueilli diverses manifestations sous la houlette du ministre de la Culture et de la Communication, Abdoulaye Diop. Ainsi, le 8 septembre 2021, journée qui lui était dédiée, le pays d'Abdou Diouf avait notamment invité ses visiteurs à l'exposition retraçant l'histoire de son cinéma et celle valorisant ses instruments membranophones, les percussions et ceux à cordes. Un exemple de la diversité culturelle de ce pays autant que les textiles sénégalais. L'univers de la mode avait été exploré à travers boubous, chaussures d'hommes et de femmes associés à d'autres accessoires spécifiques.

Nioni Masela

MARCHÉ AU FÉMININ 1

La promotion de l'entrepreneuriat féminin et du made in Congo mise en avant

Perché au huitième étage de l'Immeuble Forescom, le Chacha bar a servi de cadre à la vente éphémère constituée des espaces mode, restauration et produits alimentaires locaux bio, cosmétique, coiffure et décoration intérieure ouverts au public du 29 avril au 1er mai, à l'initiative de la Graine d'Ortie et de Congo business women (CBW).



Photo de famille des membres de Congo women business/DR

« Le marché au féminin » s'est tenu pendant trois jours autour de vingt-quatre stands. Les produits en vente, pour la plupart réalisés localement, ont permis aux visiteurs de se faire une idée de la diversité des secteurs qui forment le microcosme de l'entrepreneuriat féminin. Le « Made in Congo » a été diversement mis en évidence à travers les espaces dédiés à la mode, la restauration, les produits alimentaires du terroir, les cosmétiques et la coiffure. Le pagne était mis en exergue grâce à divers accessoires de mode, au-delà des vêtements proposés assortis à leurs bijoux, babouches, etc., faits à la main. Il avait aussi sa place dans la décoration intérieure avec plusieurs articles proposés pour un relooking complet de tout genre d'espaces. Pour les intérieurs de maison et bureaux figuraient coussins, poufs, lampadaires, paniers et boîtes de rangement, sacs et housses pour ordinateurs portables, etc., sans oublier plusieurs séries d'objets utilitaires et accessoires pour particulariser salons, chambres et bureaux.

La restauration a proposé des mets qui ont titillé les papilles de certains visiteurs. Découvertes de plusieurs saveurs sucrées et salées avec des recettes pour tous les goûts, plats typiques congolais et pâtisseries prêts à la dégustation. L'on pouvait s'acheter miel, jus à base de fruits naturels, notamment du café. Pour la plupart, des produits faits maisons souvent fabriqués avec une dose d'amour comme souligné par une exposante. Pour le bonheur des dames, à côté des cosmétiques, un salon monté sur place permettait de changer de tête le temps de la visite. La grande exception du « Marché au féminin », a indiqué Ortie Matomba au « Courrier de Kinshasa », c'est d'avoir réuni « des femmes de plusieurs nationalités ». Au côté des Congolaises plus nombreuses, dont elle, l'administratrice déléguée générale de la Graine d'Ortie, faisaient partie notamment aussi des entrepreneures du Liban et du Cameroun.

Rendez-vous dans trois mois

Outre les stands d'exposition-vente, le « Marché au féminin » c'était aussi la table-ronde sur « L'innovation au féminin ». Initiatrice de l'événement organisé dans le but de promouvoir l'entrepreneuriat au féminin et le « Made in Congo », Ortie Matomba a regretté sa faible fréquentation. « *Le bilan de cette première édition n'est pas négatif mais pas à la hauteur de ce que l'on espérait* », a-t-elle reconnu.

Vu l'entrain que CBW a mis à organiser l'événement, elle espérait que leurs efforts seraient couronnés d'un grand succès à cette première édition. La plateforme créée avec la grande ambition de promouvoir les femmes entrepreneures avait pourtant mis le paquet mais le public n'a pas répondu comme attendu. Néanmoins, il semble que la motivation générale n'est pas entamée. Ainsi Ortie a-t-elle prévenu : « *Nous prévoyons d'organiser le second marché dans trois mois* ». Le prochain rendez-vous, dont la date reste à fixer, sera, a-t-elle dit, « *bien meilleure avec plus de participantes, accueillera plus de monde* ».

Nioni Masela

BELGIQUE

L'œuvre « The Long Hand » de Sammy Baloji sera inaugurée le 3 juin à Anvers

Première œuvre d'un artiste congolais dans l'espace public de la ville d'Anvers, la statue de bronze de l'artiste de renommée internationale, Sammy Baloji, sera inaugurée sur les quais réaménagés du fleuve Escaut.

La collection d'art public d'Anvers (Kunst in de Stad) est l'institution qui a commandé l'œuvre permanente de l'artiste Sammy Baloji. Invité à la créer pour l'espace public, explique le Musée de sculpture en plein air de Middelheim à Anvers, l'artiste a été immédiatement attiré par l'Escaut, qu'il considère comme la passerelle entre « ici » et « là-bas », la ville et le monde, mais aussi, de manière plus poignante, entre la Belgique et le Congo, son pays natal.

Pour ce faire, l'artiste de renommée internationale a conçu une statue en bronze représentant le lien entre Anvers et la ville de Muanda, en République démocratique du Congo.

Une référence importante dans la conception de l'œuvre d'art, explique-on, est Paul Panda Farnana (1888-1930) qui, alors un jeune enfant, a été amené du Congo en Belgique. Devenu le premier Congolais à être diplômé d'un institut d'enseignement supérieur belge, il a ensuite été une voix majeure dans le mouvement panafricain et la lutte contre la domination coloniale européenne. Une autre référence importante est une citation de l'ancien maire d'Anvers, Lode Craeybeckx, qui a dit qu'« *Un citoyen d'Anvers n'a qu'à mettre sa main dans le fleuve Escaut pour être connecté au monde* ».

« Lukasa »

La sculpture en bronze, fait-on savoir, tire sa forme du « Lukasa » (qui signifie « la longue main »), un dispositif culturel utilisé dans la culture Luba du sud du Congo. Les Lukasa, indique-t-on, sont des tableaux de souvenirs et constituent un élément essentiel de la tradition orale d'historiographie et de narration du peuple Luba. Traditionnellement, ils sont fabriqués en bois et ornés de sculptures abstraites et incrustés de pierres, de coquillages ou de pièces de métal. Le Lukasa est utilisé lors de cérémonies au cours desquelles l'histoire politique et la mythologie des Luba sont transmises oralement par un « homme de mémoire » qui tient le Lukasa d'une main et trace les lignes et les bijoux incrustés de l'autre, les utilisant comme des nœuds d'information.

Les grandes « perles » colorées, visibles à la surface de la sculpture, sont fabriquées à partir de plastiques recyclés et forment une ligne qui imite la route maritime menant d'Anvers à Muanda. La plate-forme sur laquelle se trouve la sculpture est conçue comme un espace de rassemblement et d'échange social.

A cet effet, explique-t-on, l'œuvre de Sammy Baloji introduit l'acte



Sammy Baloji/DR

de se souvenir et de raconter des histoires dans l'espace public commun. Néanmoins, conformément à la nature ambiguë du lukasa traditionnel, la réinterprétation contemporaine de Sammy Baloji ne contient pas de récit fixe. C'est une invitation à se réunir et à converser, à se rappeler, à se souvenir et à se souvenir différemment.

Première exposition en Italie

Actuellement, l'Andito degli Angiolini du Palazzo Pitti accueille la première exposition personnelle de Sammy Baloji en Italie, intitulée « K(C)ongo, fragments of interlaced dialogues. Subversive classifications » (K(C)ongo, fragments de dialogues entrelacés. Classifications subversives).

Le projet d'exposition, dont le commissariat est assuré par Lucrezia Cippitelli, Chiara Toti et le collectif BHMf, constitue l'aboutissement d'une recherche initiée par l'artiste en 2016 à partir des collections de différents musées du monde, dont le palais Médicis, à Florence, en Italie.

L'exposition s'étend jusqu'au 26 juin et sera à nouveau rouverte du 6 septembre au 27 novembre. Elle met en lumière le profil subversif des œuvres de Kongo, qui vont au-delà des classifications modernes « exotiques » ou « ethnographiques », héritage de la traite transatlantique des esclaves et de la ruée vers l'Afrique de la fin du XIXe siècle, dont les implications entrent en conflit avec les perceptions et les valeurs culturelles contemporaines. Dans l'exposition, enrichie par deux œuvres in situ, s'entrecroisent des motifs et des récits tirés d'objets arrivés des royaumes Kongo (l'actuelle République démocratique du Congo, la République du Congo et l'Angola) à partir du XVIe siècle, aujourd'hui conservés au Palazzo Pitti et dans d'autres musées.

Les œuvres de l'artiste sont mises en relation avec des documents d'archives et des objets pertinents du Kongo, prêtés par le Musée d'anthropologie et d'ethnologie de Florence, le Musée des civilisations de Rome et les Galeries des Offices. Le fil conducteur de l'exposition, qui couvre sept

salles, est un tapis de 88 m de long (La Traversée), conçu et réalisé spécifiquement pour les salles de l'Andito degli Angiolini, dont la décoration découle des motifs géométriques et des bandes circulaires de quatre précieux oliphants Kongo (trompettes cérémonielles en ivoire incrusté) : trois d'entre eux proviennent du Tesoro dei Granduchi du Palazzo Pitti, tandis qu'un autre a été prêté pour l'occasion par le Museo delle Civiltà de Rome. Ces splendides objets, dont deux font partie des collections des Médicis depuis le XVIe siècle, marquent le point final d'un parcours soulignant la complexité des dialogues entrecroisés entre le Kongo, l'Europe de la Renaissance et l'Europe moderne.

Artiste visuel et photographe

Sammy Baloji est né en 1978 à Lubumbashi, en République démocratique du Congo, et y a grandi. Il vit et travaille entre Bruxelles (Belgique) et sa ville natale. Il a étudié l'informatique et la communication à l'université de Lubumbashi, et a poursuivi ses études de photographie et de vidéo à l'école supérieure des arts décoratifs, à Strasbourg, en France.

Artiste visuel et photographe, Sammy Baloji explore la mémoire et l'histoire de la République démocratique du Congo, à travers une recherche perpétuelle sur le patrimoine culturel, architectural et industriel de la région du Katanga, ainsi qu'une enquête sur les effets de la colonisation belge.

Il expose ses œuvres dans le monde entier. Nommé Chevalier des arts et lettres en France, il a reçu de nombreuses bourses, prix et récompenses, notamment aux Rencontres africaines de photographie de Bamako et à la Biennale de Dakar. Il a été le lauréat du Programme Rolex de mentorat artistique. De 2019 à 2020, il a été résident à l'Académie française de Rome - Villa Médicis. Depuis 2018, il est chargé de cours à la Sommerakademie de Salzbourg, en Autriche.

Patrick Ndongidi

ATELIER DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Des recommandations idoines pour renforcer la communication des Caritas

A l'issue d'un atelier de formation et d'échange d'expériences, organisé dernièrement par la Caritas Congo à son Centre d'accueil à Kinshasa/Gombe, les communicateurs de cette structure catholique venus de Caritas-Développement Boma, Bunia, Bukavu, Goma, Kananga, Kongolo, Lubumbashi, Mbuji-Mayi et Molegbe se sont engagés à corriger le déficit de visibilité des interventions du Réseau Caritas en République démocratique du Congo (RDC), avec des conséquences négatives sur sa redevabilité vis-à-vis de toutes les parties prenantes à ses projets.

Financé par le Cafod, la Caritas de l'Angleterre et du Pays de Galles, l'atelier s'est inscrit dans le cadre du projet de renforcement de la communication du Réseau Caritas en RDC.

Pour assurer une bonne visibilité des interventions des Caritas, les participants à cet atelier ont formulé des recommandations à leurs coordonnateurs/ directeurs de Caritas-Développement diocésaines. Ils leur ont recommandé notamment de créer ou redynamiser la cellule de communication et lui doter autant que possible des moyens de travail adéquats aussi bien humains, matériels que financiers ; faire respecter le plan de communication annuel, une fois validé ; associer la cellule de communication à la conception, mise en œuvre et suivi ainsi que la conclusion des projets/programmes ; créer ou relancer les sites web des Caritas diocésaines. Quant aux partenaires techniques et financiers, il leur a été recommandé d'appuyer la formation continue des communicateurs des Caritas

diocésaines ; de dupliquer cette session en vue de la faire profiter à d'autres diocèses n'ayant pas été retenus à la formation au regard des moyens disponibles.

Des modules

Au cours de cet atelier ouvert par le secrétaire exécutif de la Caritas Congo, Boniface Nakwagelewi ata Deagbo, plusieurs modules ont été développés.

Le principal facilitateur, Guy-Marin Kamandji, chargé de communication de la Caritas Congo, a entretenu les participants sur la communication en situation d'urgence, l'utilisation optimale des réseaux sociaux, les relations avec les médias, les autorités locales et avec les chargés des projets, la communication de crise et le community management, tout cela après leur avoir montré comment élaborer leur plan de communication. Par ailleurs, l'importance de la vidéo et de la photo a été abordée respectivement par Gilbert Nakadindi, le chargé de communication de la Caritas Bukavu et Aimé Lopa,



Une vue des participants à la clôture de l'atelier de Caritas

de la Caritas Bunia. La chargée de communication de la Caritas Goma, Lydie Waridi, est intervenue sur les récits de vie et les témoignages des bénéficiaires des actions de la Caritas, exposé appuyé par de courtes vidéos.

Le module réservé à l'identité de la Caritas a été développé par l'aumônier abbé Vincent-Gabriel Massamba, qui a été complété par le premier secrétaire exécutif adjoint de la Caritas Congo, l'abbé Eric Abedilembe. Ce dernier a insisté sur la politique de protection et sau-

vegarde contre les abus et exploitations sexuelles, en vigueur au sein du réseau Caritas.

Pour matérialiser ces enseignements, la Caritas Congo a remis à chaque participant un smartphone de marque Tecno Spark 8 Pro, avec un forfait mensuel de 10 Gb. Deux facilitateurs se sont relayés pour apprendre aux communicateurs comment filmer, traiter et diffuser des vidéos sur smartphone, et produire de PodCasting.

La satisfaction des participants

A l'issue de cet atelier sanctionné par la remise de certificats, les participants ont exprimé une grande satisfaction. « Au vu du défi qui est le nôtre et tenant compte des acquis de cet atelier, nous nous engageons à restituer la matière apprise et les résultats de ces travaux à nos hiérarchies respectives et aux autres membres de nos structures; nous doter d'un plan de communication annuel ; être plus actifs et publier régulièrement des informations sur les interventions de nos Caritas-Développement diocésaines ainsi que des Caritas paroissiales, en utilisant divers canaux de communication tels que médias imprimés, radio et télévision, réseaux sociaux, Internet, canaux interpersonnels/événements d'approche communautaire ou les visites à domicile; recueillir des témoignages des bénéficiaires et autres parties prenantes ; ... », se sont engagés les participants.

Blandine Lusimana



LIBRAIRIE

LES MANGUIERS

Un Espace de Vente: Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE

<p>Hérisonne PAYIMA LOMBOBO</p> <p>La CICOS et l'intégration des États de l'Afrique centrale</p> <p>Préface du Pr Godefroy MOYEN</p>	<p>Claude-Richard M'BISSA</p> <p>L'histoire au présent (2005 - 2020)</p> <p>Une contribution à la vérité sur la gouvernance publique du Congo</p>	<p>Laurent Tongo</p> <p>LE DROIT DES MARCHÉS PUBLICS DANS LES ÉTATS MEMBRES DE LA CEMAC</p> <p>ÉTUDE COMPARÉE</p>	<p>Simon Batoumeni</p> <p>Histoire politique du Congo-Brazzaville</p>
<p>Hérisonne PAYIMA LOMBOBO</p> <p>La CICOS et l'intégration des États de l'Afrique centrale</p> <p>Préface du Pr Godefroy MOYEN</p>	<p>Lecas ATONDI-MONMONDJO</p> <p>Pierre Savorgnan DE BRAZZA : Totem et Tabous</p> <p>Préface de Ibéa Decointet De Fillain née Atondi</p>	<p>Pierre MABIALA</p> <p>Le droit d'occupation et d'acquisition des terres et terrains au Congo</p> <p>Textes, notes et décisions de la Cour constitutionnelle</p>	<p>YOLANDE VOUMBO MBOUMBO MAUDOU FLORENT SOUMI ZAOU ANNIE BIDOUNGA SAMBA</p> <p>ANTOINETTE SASSOU-N'GUÉSSO, sa partition dans le leadership</p>
<p>Simon Batoumeni</p> <p>Vues de l'intérieur</p> <p>Reflexion politique sur le Congo-Brazzaville</p> <p>Essai / Etude politique</p>			

DROITS DE L'HOMME

Emmanuel Cole victime d'arrestation arbitraire et menaces

La FBCP demande à l'auditeur supérieur militaire d'ouvrir une enquête très sérieuse pour identifier ces militaires en tenue civile qui tracassent les paisibles citoyens dans les alentours de la place Victoire et ailleurs. Emmanuel Cole lui-même dit attendre du chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, d'instruire les services de sécurité à respecter les droits de l'homme.

La Fondation Bill Clinton pour la paix (FBCP) dénonce l'interpellation, des menaces, intimidations et des arrestations des civils par certains militaires en tenue civile, au rond-point Victoire.

Notant que le bureau de ces militaires en tenue civile est situé au sein de la Maison communale de Kalamu, cette ONG de défense des droits de l'homme note que dans la journée du 31 avril, son président et coordinateur du collectif ONGDH en République démocratique du Congo, Emmanuel Adu Cole, de passage sur l'avenue Stade, en allant au Parquet de grande instance de Kalamu, a également été intercepté par ces personnes non autrement identifiées, qui lui ont demandé de se présenter. « Après s'être présenté, tenant en main une enveloppe contenant des documents, ils l'ont intimidé disant qu'il serait suspect. Ils

ont, ensuite, commencé à fouiller tous ses documents et ses poches. Ils l'ont exigé de payer cent dollars américains avant pour être libéré », a souligné la FBCP. Cette ONG dit trouver curieux

« Après avoir trouvé certaines photos des militaires en tenue dans l'est du pays, il a été considéré comme un suspect alors que toutes ces photos sont dans les réseaux sociaux ».

qu'un agent lui donne l'ordre pour qu'il enlève ses chaussures parce que, en plus, ils ont récupéré ses appareils téléphoniques pour contrôler ses messages. « Après avoir trouvé certaines photos des militaires en tenue dans l'est du pays, il a été considéré comme un suspect alors que toutes ces photos sont dans les réseaux sociaux », a regretté cette orga-

nisation. Face à cette réalité, la FBCP demande à l'auditeur supérieur militaire d'ouvrir une enquête très sérieuse pour identifier ces militaires en tenue civile qui tracassent

les paisibles citoyens dans les alentours de la place Victoire et ailleurs.

Après cette interpellation et ces violations subies, Emmanuel Adu Cole exhorte également le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, garant de la Nation congolaise, d'intervenir très rapidement pour que ces services de sécurité,



Emmanuel Adu Cole/Adiac

surtout celui qu'on appelle communément Bureau 2, puissent respecter les droits humains partout où ils sont en opération.

Lucien Dianzenza

FOOTBALL

Jackson Muleka se revitalise à Kasimpasa

Parti du Standard de Liège après un début de saison de galère, Jackson Muleka fait son trou à Kasimpasa, en Turquie, où il a déjà marqué douze buts en onze apparitions, meilleur ratio de buts de la D1 turque.



Jackson Muleka

C'est sur un nuage que se trouve actuellement le buteur congolais Jackson Muleka à Kasimpasa, en Turquie, en prêt sans option d'achat. Arrivé en février dernier au mercato d'hiver en provenance du Standard de Liège, en Belgique, l'ancien joueur du Tout Puissant Mazembe de Lubumbashi a visiblement trouvé sa voie, après une période de galère chez les Rouches liégeois.

En onze apparitions avec le club turc, Jackson Muleka a déjà planté douze buts (le douzième inscrit lors de la défaite à domicile face à Basaksehir par deux buts à trois). C'est le ratio le plus important de buts de la Super Lig turque. En deux mois seulement de présence dans la D1 en Turquie, il se classe huitième au classement des buteurs, avec seulement trois buts de

moins que le meilleur buteur, le Marocain El-Kaabi d'Hatay et son coéquipier Dilan Bozok qui ont chacun quinze buts. Il a fait partie de l'équipe type du week-end dernier. L'on se rend ici compte de la force offensive de Kasimpasa qui était 14^e à l'arrivée de Muleka, et actuellement 11^e au classement et en bonne progression. La prestation exceptionnelle de Muleka a attiré l'attention d'autres clubs turcs, lui qui a marqué contre des cadors comme Fenerbahce, Beşiktaş, Konyaspor, Fatih, etc. L'on se demande déjà sa prochaine destination à la fin de la saison, même s'il a été prêté sans option d'achat, tellement qu'il intéresse beaucoup de club. Le joueur voulait à tout rester au Standard, mais il avait été poussé à chercher un club pour finir sa saison, n'entrant pas dans la philosophie du coach des Rouches, Luka Elsner. La fin de la saison approche, Muleka reviendra-t-il au Standard de Liège, 14^e au classement sur dix-huit clubs de la Jupiler Pro Ligue et privé de play-offs ? La question reste posée. Le joueur pourrait cependant retrouver la sélection de la République démocratique du Congo, lui qui a été le grand absent lors des éliminatoires de la Coupe du monde et du barrage contre le Maroc. En attendant, il empile des buts dans l'ex-empire Ottoman.

Martin Enyimo



ADIAC

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO

www.adiac.tv

+336 11 40 40 56 | info@adiac.tv | 84, boulevard Denis-Sassou-L'Guesso
Brazzaville - République du Congo

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER DE KINSHASA

AFRIQUE

Le FMI alerte sur les risques de troubles sociaux

La flambée des prix alimentaires engendrée par la guerre en Ukraine accroît « les risques de troubles sociaux » en Afrique, a alerté le Fonds monétaire international (FMI), quatorze ans après les émeutes de la faim.

Les graines de nouvelles « émeutes de la faim » sont-elles plantées en Afrique subsaharienne ? La flambée des prix alimentaires fait craindre des « troubles sociaux » sur le continent, indique le FMI. La guerre en Ukraine, couplée à l'explosion des prix alimentaires, renforce « les craintes à l'égard de la sécurité alimentaire [qui] se sont nettement accentuées », accroissant ainsi « les risques de troubles sociaux » au sein des pays vulnérables, a alerté l'institution de Washington dans un rapport régional. « Nous sommes très inquiets de la récente flambée des prix des aliments et du carburant » sur le continent, a commenté le directeur Afrique au FMI, Abebe Aemro Selassie, relevant des risques de « protestations so-

ciales ». Un choc qui frappe « de manière extrêmement ciblée les plus pauvres » par l'augmentation des prix alimentaires, des carburants et du transport ainsi que des producteurs de biens et services qui rehaussent leurs prix. Il s'agit là d'une flambée des prix des denrées alimentaires sans précédent. Ils ont effacé celui de 2011, selon l'indice de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

La progression des prix du blé est « particulièrement préoccupante », selon le FMI dans son rapport intitulé « Un nouveau choc et une faible marge de manœuvre ». 85 % de la consommation des céréales de l'Afrique subsaharienne est importée. Les importations de blé, de riz et de maïs représentent plus de 40

% des calories journalières au Botswana, au Lesotho, à l'île Maurice et au Cap-Vert. Ce qui aura des conséquences rapides dans les pays les plus fragilisés par l'insécurité alimentaire (Madagascar, République démocratique du Congo et les Etats du Sahel). Alors que la guerre en Ukraine ne montre pas de signe d'accalmie, « la hausse des prix des denrées alimentaires exacerbera l'insécurité alimentaire et les tensions sociales », craint le FMI. C'est justement une forte augmentation des prix des aliments de base qui avait précédé les « émeutes de la faim » de 2008, provoquant des mouvements de protestations dans une trentaine de pays, notamment au Sénégal et au Cameroun, au Maghreb et dans les Caraïbes.

Faut-il craindre un acte II des émeutes de la faim ?

Le FMI reste prudent quant à de potentielles révoltes violentes. Le directeur général de la FAO, Qu Dongyu, a pour sa part dressé un parallèle entre l'explosion de 2008 et la situation actuelle : les deux crises sont marquées par une flambée des prix alimentaires, des carburants, des engrais ainsi que des transports, a-t-il affirmé. La situation est même potentiellement plus problématique cette fois, a-t-il ajouté, en raison de deux années de pandémie et des risques majeurs que fait peser la guerre en Ukraine sur les récoltes de l'an prochain. La pandémie a fait augmenter le nombre de personnes sous-alimentées à un quart de la population subsaharienne en 2021, calcule le FMI.

Une redite de 2008 « peut être évitée », a toutefois estimé Qu Dongyu, évoquant la nécessité de ne pas voir s'accroître les restrictions à l'export sur les aliments. Le FMI s'inquiète aussi quant aux capacités budgétaires des Etats, dans une région dont la croissance économique devrait ralentir cette année à 3,8 %. « Bien plus de pays d'Afrique subsaharienne étaient en meilleure santé budgétaire en 2008-2009 pour absorber le choc », indique Abebe Aemro Selassie. « Cette fois, avec des dettes publiques aussi élevées dans autant de pays, les marges de manœuvre sont fortement diminuées », a-t-il averti, appelant la communauté internationale à soutenir la région « de la manière la plus énergique possible ».

Noël Ndong

EN BREF

- Plus de 3 000 migrants sont morts l'an dernier en mer alors qu'ils tentaient de rejoindre l'Europe, soit le double du bilan enregistré en 2020, alerte l'ONU. 1 924 personnes ont été déclarées mortes ou disparues sur les routes de la Méditerranée centrale et occidentale, tandis que 1153 autres ont péri ou ont été portées disparues sur la route maritime de l'Afrique du Nord-Ouest vers les îles Canaries. En 2020, 1 544 décès avaient été signalés pour les deux routes. La pandémie de covid-19 et les fermetures de frontières qui en ont découlé ont eu un impact sur les flux migratoires, de nombreux réfugiés et migrants se tournant vers des passeurs pour tenter de rejoindre malgré tout l'Europe.

- La Russie a confirmé vendredi avoir effectué la veille une frappe avec des armes de « haute précision » contre Kiev, la capitale ukrainienne, en pleine visite du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. Les forces russes ont détruit avec des armes de haute précision de longue portée les ateliers de l'entreprise spatiale Artiom dans la ville de Kiev, a indiqué le ministère russe de la Défense, lors d'un briefing. Il s'agit du premier bombardement à Kiev depuis la mi-avril. L'armée russe a également détruit jeudi « trois centrales électriques situées près de noeuds ferroviaires », notamment à Fastov dans la région de Kiev, selon le ministère.

- La croissance économique de la zone euro a ralenti à 0,2% au premier trimestre par rapport au trimestre précédent, tandis que l'inflation restait à un niveau record en avril sur fond de pandémie et de guerre en Ukraine.

D'octobre à décembre, la croissance du produit intérieur brut avait atteint 0,3% pour les 19 pays partageant la monnaie unique. L'économie est notamment handicapée par la hausse des prix à la consommation, notamment dans le secteur de l'énergie, alimentée par la guerre en Ukraine. Le taux d'inflation dans la zone euro s'est maintenu à un niveau inédit en avril, à 7,5% sur un an.

- La Chine poursuit sa stratégie zéro covid. Epargné depuis deux ans, le géant asiatique affronte sa pire flambée épidémique avec plus de 15 500 nouveaux cas positifs au cours des dernières 24 heures. A Shanghai, 25 millions d'habitants sont confinés depuis début avril et les autorités ont rapporté vendredi 52 morts supplémentaires - tous non vaccinés. La stratégie zéro covid consiste en différentes mesures : confinements de quartiers ou de villes dès l'apparition de cas, mise en quarantaine des personnes testées positives et dépistages massifs. La stratégie zéro covid limite le nombre de morts de la maladie (officiellement moins de 5 000). Mais les longs confinements pèsent sur l'économie et sont mal vécus par la population.

- Kenya. Les funérailles nationales de l'ancien président Mwai Kibaki ont eu lieu vendredi. Décédé à l'âge de 90 ans, il est le troisième chef de l'Etat de l'histoire du Kenya (2002-2013) et précède l'actuel président Uhuru Kenyatta, fils du premier chef de l'Etat kényan, Jomo Kenyatta. Outre le gouvernement, de nombreux officiels et des ambassadeurs, une dizaine de chefs d'Etat et Premiers ministres du continent étaient attendus, dont le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, ainsi que le sud-soudanais, Salva Kiir. Le Kenya a connu une forte croissance économique sous sa gouvernance, à travers notamment son programme Vision 2030, repris par Uhuru Kenyatta, qui a permis le lancement de grands projets d'infrastructures, ainsi que des réformes dans la santé et l'éducation. La reine Elizabeth II a salué le « service de toute une vie » auprès du peuple kényan.

Jullia Ndeko

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Les progrès enregistrés par des PMA bloqués par de multiples crises

Selon un rapport de l'Organisation internationale du travail, les progrès économiques et sociaux des Pays les moins avancés (PMA) ont été ralentis par l'impact de la pandémie de Covid-19, le changement climatique et la persistance des crises énergétique et alimentaire.

La plupart des PMA ont réagi rapidement pour faire face à la pandémie, en mettant en œuvre un large éventail de mesures de soutien, malgré des écarts financiers croissants et une marge de manœuvre budgétaire limitée. Néanmoins, des faiblesses structurelles les ont rendus plus vulnérables aux multiples chocs actuels et seront encore exacerbés s'ils ne participent pas pleinement à la reprise mondiale. Intitulé « Le présent et l'avenir du travail dans les PMA », le rapport présente une vue d'ensemble des progrès et des défis structurels auxquels sont confrontés les PMA, en termes de transformation structurelle, de transition juste vers des économies plus vertes et de création de plein emploi productif et de travail décent. Il couvre les tendances actuelles en matière de production, de productivité, d'emploi et de travail décent, ainsi que le rôle de la protection sociale et des institutions du travail.

Omniprésence de l'emploi informel

Le rapport identifie 46 pays sur la liste des PMA, représentant 12% de la population mondiale, caractérisés par de faibles niveaux de revenus et une vulnérabilité aux chocs économiques et environnementaux, un faible développement humain, une extrême pauvreté et des taux de mortalité élevés. Des vulnérabilités qui résultent en grande

partie de la faiblesse des capacités de production, liée au manque de capacités humaines, à l'insuffisance des infrastructures et à la capacité limitée d'accéder aux technologies et de les utiliser. Il s'agit également du résultat de la faiblesse des institutions, notamment des institutions du travail et des systèmes de protection sociale. Le rapport note l'omniprésence de l'emploi informel. Ce qui représente près de 90% de l'emploi total dans les PMA, en outre une forte polarisation entre des entreprises de capacités et de productivité différentes.

Le rapport évalue les nombreux avantages que peuvent offrir les technologies numériques aux PMA - notamment ceux qui ont une population jeune importante - à condition que des investissements importants soient réalisés dans le capital, les compétences et les connaissances pour soutenir un travail décent productif et inclusif.

Le rapport émet trois recommandations pour une reprise

Le rapport émet trois recommandations politiques pour une reprise centrée sur l'humain qui soit inclusive, durable et résiliente. A savoir : l'expansion de l'aide et de la coopération internationales, y compris l'Aide publique au développement, afin de renforcer les soins de santé et les vaccins et d'éviter les restrictions et les obstacles inutiles

au commerce et à la migration ; le renforcement des institutions et des politiques de l'emploi pour la création d'emplois décents et l'amélioration de la cohérence des politiques en matière d'action climatique pour des économies plus vertes ; et le renforcement des institutions du travail et le développement des capacités permettant l'exercice des droits, tel que la liberté d'association, la négociation collective et d'autres principes et droits fondamentaux au travail, avec l'engagement actif des partenaires sociaux.

Cette orientation politique créerait un cercle vertueux qui améliorerait la confiance dans le gouvernement, faciliterait un passage progressif à des activités à forte valeur ajoutée et écologiquement durables, aiderait à réduire la pauvreté et les inégalités et contribuerait à la justice sociale, selon le rapport, et ajoutant : « Les chocs multiples ont mis les pays les moins avancés sous une pression énorme », a déclaré le directeur général de l'OIT, Guy Ryder. « Cependant, avec les bonnes mesures en matière d'emploi et de politique macroéconomique, il est possible de créer de nouveaux emplois dans les secteurs existants et nouveaux, ainsi que d'améliorer la productivité et l'innovation grâce aux investissements dans les opportunités économiques vertes et numériques ».

Noël Ndong

FÊTE DU 1^{er} MAI

Nécessité d'approfondir le dialogue social au Congo

Le gouvernement, dans une déclaration rendue publique à l'occasion de la Journée internationale du travail le 1^{er} mai, a souligné la nécessité d'approfondir le dialogue social « aux fins de donner des réponses idoines aux préoccupations légitimes des travailleurs ».

Le ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale, Firmin Ayessa, a indiqué que la fête du 1er mai a été célébrée cette année dans un contexte marqué par les allègements des mesures imposées à la population et particulièrement aux travailleurs suite à la pandémie de coronavirus (covid-19). La crise sanitaire a, en effet, entraîné des conséquences dans le monde du travail, notamment le chômage partiel, le télétravail, la réduction du temps de travail, le travail à temps partiel et le licenciement.

Il a aussi rappelé que le gouvernement a élaboré et met en œuvre le Plan national de développement 2022-2026 visant la diversification de l'économie nationale avec à la clé la création d'emplois en vue de donner plus d'espoir aux travailleurs. « Plus de soixante ans après l'indépendance de notre pays, une frange importante de la population congolaise active reste encore exclue du bénéfice de la sécurité sociale. Le gouvernement s'emploie à inverser cette situation avec l'appui de ses partenaires traditionnels... », a déclaré Firmin Ayessa.

Selon lui, les actions positives et concrètes réalisées ces derniers temps, dans le cadre du dialogue social, témoignent de la volonté politique des autori-



Le ministre d'Etat, Firmin Ayessa, rendant publique la déclaration du gouvernement DR

tés à améliorer les conditions de vie des travailleurs. Le ministre d'Etat a, par ailleurs, remercié les organisations syndicales des travailleurs pour leur implication lors des travaux du Comité national du dialogue social et de la Revue de la sécurité sociale. C'est ainsi qu'il a invité tous les partenaires sociaux à privilégier le dialogue et la concertation, comme levier essentiel de prévention et de résolution de tous les conflits sociaux.

« C'est au prix du dialogue, du dialogue responsable et constructif que nous allons promouvoir le travail durable et décent qui soit pour chacun et pour tous source de progrès et ferment d'unité. C'est au

prix du dialogue, du dialogue responsable et constructif qu'ensemble, par notre commun labeur, nous allons bâtir, pour aujourd'hui et pour demain, une société plus juste, plus solidaire », a-t-il poursuivi, réaffirmant l'engagement de l'exécutif quant à la mise en œuvre des recommandations issues des différentes sessions du Comité national du dialogue social.

Instaurer une culture positive de sécurité et de santé au travail

Au Congo, la célébration de la fête du travail a été couplée avec celle de la Journée mondiale de la sécurité et de la santé

au travail, commémorée le 28 avril dernier.

Instaurée par l'Organisation internationale du travail (OIT), cette journée a été placée cette année sur le thème « L'instauration d'une culture positive de la sécurité et de la santé au travail nourrie par la participation et le dialogue social ».

D'après l'OIT, de nombreuses personnes meurent chaque jour à travers le monde des suites d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, soit un total de 2,78 millions de décès par an. Il y a, en outre, chaque année quelques 374 millions d'accidents du travail non mortels entraînant une absence du travail. Des défis immenses

que les Etats membres doivent prendre à bras le corps. « Dans cette optique, le Congo s'est engagé dans un processus de ratification d'une trentaine de nouveaux instruments de l'OIT. Dans cette même veine, notre pays va se doter bientôt, grâce à l'appui du Bureau pays de l'OIT pour la sous-région, d'une politique nationale en matière de sécurité et de santé au travail », a annoncé le ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale.

Rappelant la nécessité d'agir ensemble pour instaurer une culture positive de sécurité et de santé au travail, Firmin Ayessa a indiqué que le monde du travail fait face actuellement à des défis multiples et complexes. Il s'agit notamment du chômage ; de l'emploi et du travail décent ; de la protection sociale pour tous ; la pauvreté et les exclusions sociales. Des défis qui interpellent tous les acteurs, précisément le gouvernement, les employeurs et les travailleurs. Pour relever tous ces défis, le Congo est actuellement en train de réviser son code du travail ; actualiser le programme pays pour le travail décent ; élaborer et mettre en œuvre son plan d'action de lutte contre le travail des enfants ; mettre en place de la Caisse d'assurance maladie universelle.

Parfait Wilfried Douniama

POTO-POTO

La dynamique des militants de première heure prône le vivre-ensemble

Réunis en assemblée générale le 1er mai, les membres de la plateforme la Dynamique des militants de la première heure ont exprimé leur indignation par rapport aux différents problèmes que connaissent leurs quartiers. Ils ont, par la même occasion, invité les autorités à promouvoir et soutenir le vivre-ensemble dans la première circonscription électorale de Poto-Poto.

« Nous dénonçons le tribalisme et le séparatisme qui prennent de l'ampleur dans nos quartiers. Ces comportements risquent de mettre à mal les efforts du président de la République, dont le député Jean De Dieu Kourissa est l'acteur principal », explique Fernand Motoko, porte-parole de la plateforme. Ces Congolais qui sont de véritables soutiens du député Jean De Dieu Kourissa pensent que la paix et la cohésion doivent régner, afin de poursuivre les initiatives entreprises. Pour ce faire, ils demandent aux autorités politiques de ne pas diviser la population.

Rude Ngoma



Les membres de la dynamique Adiac

FISCALITÉ

Des opérateurs économiques sensibilisés aux nouvelles mesures en vigueur

Le Congo a aménagé son Code général des impôts (CGI), notamment l'impôt sur les sociétés; l'Impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP); la taxe sur les jeux de hasard et d'argent; la taxe unique sur les salaires; les droits d'accises. L'administration fiscale vient de lancer, le 27 avril, une campagne de vulgarisation de la loi de finances 2022 auprès des entreprises dans tout le pays.

L'activité de sensibilisation menée par la Direction générale des impôts et des domaines auprès des opérateurs économiques locaux, qui s'étend jusqu'au 6 mai, vise à vulgariser les nouvelles mesures fiscales de la loi de finances en cours. Les prévisions de recettes fiscales représentent cette année plus de 577 milliards de FCFA, soit 107 milliards FCFA d'efforts supplémentaires à fournir par rapport à l'année écoulée.

Ces modifications concernent, d'abord, le CGI, à travers l'IRPP et l'Impôt sur les sociétés, ensuite, celles relatives à la taxe sur la valeur ajoutée; la taxe sur les jeux de hasard et d'argent; la taxe unique sur les salaires et les droits d'accises. Les dispositions à caractère fiscal et parafiscal couvrant les droits fonciers exceptionnels et les frais des travaux cadas-



traux au mètre carré sur les superficies des terres et des parcelles de terrains devront faire l'objet d'une instruction spécifique.

S'agissant de l'IRPP, l'article 80 (nouveau) du CGI prévoit que les déclarations de revenus des personnes physiques bénéficiaires uniquement des revenus fonciers, des traite-

ments, salaires, indemnités, émoluments, pensions et rentes viagères, des revenus des capitaux mobiliers, ainsi que des plus-values de cessions, et le paiement éventuel du solde de liquidation, sont effectués au plus tard le 20 mars de l'année qui suit celle de la disposition desdits revenus, auprès de l'Unité de la fiscalité des parti-

culiers du lieu de la résidence du contribuable.

Dans l'aléa suivant, le même texte ajoute que les déclarations spéciales de revenus d'exploitation des personnes physiques relevant de la catégorie des bénéficiaires industriels, commerciaux, artisanaux et agricoles (BICA) et / ou de la catégorie des

bénéficiaires non commerciaux et autres revenus assimilés, présentant des états financiers conformément à l'acte uniforme du droit communautaire Ohada relatif au droit comptable et à l'information financière, ainsi que le paiement éventuel du solde de liquidation y afférent, sont effectués au plus tard le 20 mai de l'année qui suit celle de l'acquisition desdits revenus auprès de l'unité des entreprises. Enfin, l'article 80 du CGI précise sur les revenus des personnes physiques relevant à la fois de l'une et l'autre catégorie visée aux alinéas 1 et 2 ci-dessus, que les déclarations sont effectuées auprès de l'Unité de la fiscalité des particuliers, au plus tard le 20 juin de l'année qui suit celle de la réalisation desdits revenus, après déduction des acomptes de l'IRPP/BICA.

Fiacre Kombo

EVD ASSOCIATION FEMMES DE LA CUVETTE VISION ET DEVELOPPEMENT DURABLE

FESTIVAL CULINAIRE D'OWANDO

Du **1^{er} - 08** mai 2022

Département de la Cuvette

à Mombo beach De 8h à 22h
Visitez Owando et dégustez
les mets et boissons de nos contrées !

AVIS

L'ambassade du Brésil à Brazzaville remercie tous les candidats qui ont envoyé leur CV pour participer au processus de sélection.

Après analyse, les candidats suivants ont été retenus par ordre de classement:

1. Constant Rosaire Locko Moutani
2. Prudence Ledwine Nkodia Nguiekamanou
3. Prefina Audrinelle Massengo Bissakounounou
4. Yvelain Dieau-nel Kanza Colineau
5. Jean Marrion Missamou

VISITEZ LE MUSEE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections
SCULPTURES PEINTURES CÉRAMIQUES MUSIQUE

Musée du Bassin du Congo
galerie CONGO ARTS ET EXPRESSIONS

FÊTE DU TRAVAIL

Le personnel du Complexe scolaire Emmaüs reçoit des diplômes d'encouragement

La direction du Complexe scolaire Emmaüs, une école inclusive située aux environs de Brazzaville, à Kintélé dans le département du Pool, a remis, le 1er mai, des diplômes d'encouragement au personnel d'administration et aux enseignants de cet établissement, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des travailleurs.

La remise des diplômes fait suite à l'assiduité et à la rigueur au travail des bénéficiaires qui ont également reçu des téléphones mobiles et des parasols ainsi que des pagnes.

Peu avant la remise des diplômes et kits, le promoteur du complexe scolaire Emmaüs, également directeur général de cet établissement, Emerson Massa, a rappelé l'historique de la Journée internationale des travailleurs.

Pour lui, la célébration de cette journée a double sens, notamment les luttes historiques des travailleurs ainsi que la capacité humaine à changer la vie et celle de la communauté, de l'entreprise, du pays par le travail. « Vos efforts rendent le complexe plus efficace. Je voudrais vous dire grand merci car c'est grâce au travail de chacun et de chacune que l'on peut atteindre des



résultats tangibles pour la réussite des élèves », a-t-il indiqué.

Il a, par ailleurs, réitéré son appel au gouvernement pour

l'aboutissement de la signature de la convention de partenariat avec le ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire et secondaire et de l'Alphabé-

Les participants au concours de danse/Adiatisation.

Notons que célébration de la fête du 1er mai au Complexe scolaire Emmaüs a été aussi marquée par un concours de

danse des travailleurs animé par un jury spécial. Les participants ont reçu une somme de dix mille francs CFA, outre les activités festives auxquelles ils ont eu droit..

Le complexe scolaire Emmaüs a pour ambition d'élargir à tous l'accès aux possibilités d'apprentissage tout au long de la vie, conformément aux objectifs durables de développement 2015-2030. Son programme prévoit des activités axées notamment sur la formation des enseignants, le recrutement des formateurs, la production du contenu de la formation ainsi que les formations de recyclage chaque année.

L'objectif visé est de permettre la scolarisation des enfants vivant avec handicap visuel au niveau primaire en ouvrant une école inclusive permettant de les accueillir.

Lydie Gisèle Oko

MÉTIER D'ASSISTANAT

Secrétaires et assistantes d'administration défendent leur profession

Des professionnelles d'administration ont sollicité, le 30 avril, aux décideurs politiques, la valorisation du métier d'assistantat, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale du secrétariat sur le thème « Plaidoyer pour la profession ».

Au Congo, la journée a été marquée par une session de formation organisée par l'Association professionnelle des assistantes et secrétaires du Congo (Apasc), que dirige Virginie Léopoldine Batchy. L'objectif est d'aider les secrétaires et assistantes à exercer à bon escient leur métier afin de devenir des véritables ambassadeurs de leur structure respective.

La rencontre a été marquée par la présentation de l'association, le témoignage sur le métier d'assistantat donné par le chef de département Etude et réglementation à la vane à la Société nationale des pétroles du Congo, Bissouta Gomes. Elle a été également un moment d'échange et de discussion du positionnement du métier, d'un côté, et de renforcement des compétences, de l'autre, a indiqué la présidente de l'association, Virgi-

nie Léopoldine Batchy.

« C'est ici le lieu autorisé pour demander que l'on examine la place de la secrétaire dans l'entreprise et qu'on lui accorde un meilleur statut dans les conventions collectives, surtout lorsqu'elle a fait ses preuves. C'est frustrant de travailler vingt ans et ne pas avoir la possibilité de faire carrière ou d'évoluer », a regretté la présidente.

A cet effet, elle a sollicité que la Journée internationale dénommée également « La fête des secrétaires » soit aussi soutenue au niveau national, régional et international. Pour elle, le poste d'assistante doit être incorporé dans la composition des cabinets ministériels, avoir un partenariat avec les structures afin que soient mises en place des antennes pour faire le relais des activités de l'association.



Des secrétaires et assistantes ayant participé à l'événement/Adiatisation.

« Compte tenu du rôle pivot que jouent les secrétaires et assistantes dans les administrations, nous demandons la modification du décret qui porte organisation et composition des cabinets ministériels », a-t-elle émis. Elle a, par ailleurs, assuré de la disponibilité de l'association à accompagner les secrétaires et assistantes à devenir des leaders dans l'évolution et l'évaluation de leurs carrières. « A l'heure où les métiers sont en voie de disparition, le métier de se-

crétaire est en pleine mutation. Pour cela, l'Apasc s'est donné la mission d'effectuer un éveil du métier et propose des audits pour les postes de secrétaire », a indiqué la présidente.

Magaly Bonga, membre de l'Apasc, a, pour sa part, présenté la structure. La vision est de devenir un partenaire incontournable en matière de plaidoyer, d'accompagnement et de formation des métiers de secrétariat et de l'assistantat. Elle envisage être une plateforme de recrutement des secrétaires et

assistantes au niveau national et international.

Notons que l'Apasc a pour missions de promouvoir le métier, mener des actions de valorisation du métier et accompagner les entreprises et administrations dans la formation professionnelle de leurs secrétaires et assistantes, développer le réseau mis en place depuis 2003, ainsi que faire le plaidoyer auprès des décideurs pour une amélioration du contenu de la formation diplômante et bien d'autres.

L.G.O.

FIN DU PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LES ÉPIDÉMIES

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



La Croix-Rouge française a bénéficié d'un financement de la Délégation de l'Union européenne (DUE) et de l'Agence française de développement (AFD) à hauteur de 2,6 millions d'euros (dont DUE 1,5 million d'euros & AFD 1,1 million d'euros), pour un programme intitulé « Renforcement des capacités de riposte aux épidémies en contexte covid-19 dans six départements* du Congo Brazzaville ».

Ce programme d'une durée de quinze mois a démarré en septembre 2020, mis en œuvre par les Croix-Rouge congolaise (CRC) et française en partenariat avec le ministère de la Santé et de la Population (MSP) à travers la Direction de l'épidémiologie et de la lutte contre les maladies (DELM) et les Directions départementales de la santé (DDS) des six départements concernés.

Ce programme avait comme objectif général de contribuer à la réduction de la vulnérabilité du Congo face aux

épidémies et de façon spécifique de renforcer les capacités de riposte aux épidémies en contexte covid-19 dans les six départements.

Du point de vue opérationnel au niveau de ces six départements, 47 formations sanitaires (Fosa) dont 24 à Brazzaville, 12 à Pointe-Noire et 11 dans les quatre autres départements, ont été identifiées comme bénéficiaires des mesures de prévention et de contrôle des infections (PCI) grâce à la disponibilité du matériel et équipement nécessaires (Equipements de protection individuelle, EPI).

En collaboration avec les DDS, les Fosa ont bénéficié durant tout le programme de deux campagnes de dotations en EPI (Kit de dispositif lave mains, poubelle à pédale 30L, sceau plastique à 20 L, gants, serpillères, sac poubelle 30 L, eau de javel, savon de Marseille, masque facial, sur blouse, thermo flash, etc.), en dehors de celles de Brazzaville qui ont béné-

ficié de trois campagnes de dotation. Par ailleurs, le système de surveillance épidémiologique à base communautaire (SEBAC) a été déployé et rendu fonctionnel dans les six départements, notamment par le biais des formations initiales et/ou continues des relais communautaires de la CRC et des agents de santé.

Les capacités de la CRC et du ministère de la Santé et de la population (MSP) en communication des risques et engagements communautaires ont été améliorées par le renforcement des capacités du personnel d'encadrement de la CRC et de la DELM.

Enfin, sur demande du MSP et après concertation avec la CRC et la Croix-Rouge française, l'élaboration des plans de contingence départementaux a donné lieu à un plan national de contingence aux épidémies dont l'atelier de validation organisé dans le cadre de ce programme épidémies s'est déroulé le 8 février 2022 sous

la direction du directeur général des Soins et services de santé, représentant le MSP.

Ce plan de contingence national aux épidémies permettra aux autorités sanitaires du pays de mieux anticiper et piloter de façon efficiente les prochaines alertes épidémiques au-delà de la covid-19.

C'est dans cette optique qu'une dotation d'un stock de contingence de matériel PCI constitué de 45 éléments dont des EPI, des molécules médicales, des produits d'eau, d'hygiène et d'assainissement ; d'une valeur d'environ cent dix mille euros, soixante-douze millions de FCFA, est remis aux autorités sanitaires nationales par ce programme épidémies pour apporter « sa pierre » à cet édifice de constitution d'un stock de contingence national, avant la fin avril 2022.

Il sied de noter que la fin de ce programme coïncide avec une « phase de décrue » des cas de covid-19 dans le pays : 11 cas confirmés période fin février / première dizaine de mars 2022 parallèlement à la même période existence d'une recrudescence des cas de rougeole dans les districts sanitaires du Kouilou et Pointe-Noire : plus de 150 cas (source : Bulletin épidémiologique hebdomadaire de la DELM N°9).

Tout ceci confirme qu'au-delà de cette pandémie du covid-19, que l'un des principaux risques sanitaires auquel le pays est confronté est la survenue régulière d'épidémies car ces dix dernières années ont vu une réémergence des maladies à potentiel épidémique comme le choléra, maladie à virus Ebola, rougeole, poliomyélite, etc... Ensemble, c'est possible !



RELIGION

La Conférence épiscopale du Congo fête son cinquantième

La Conférence épiscopale du Congo a organisé une messe d'action de grâce marquant son cinquantième, le 1^{er} mai, à la place mariale de la Cathédrale Sacré-Cœur de Brazzaville, en présence du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, et de son épouse.

Autour des chants, prières et autres rites catholiques, Mgr Daniel Minzonzo a évoqué, dans son homélie tirée de l'évangile de Jean, la pêche miraculeuse dans le sillage de la résurrection du Christ. L'évêque de Nkayi et président de la Conférence épiscopale du Congo a notamment magnifié les valeurs du travail, appelant les fidèles à ne pas s'y détourner, malgré les écueils : « *Notre mission reste toujours laborieuse, mais souvent ingrate. En effet, il arrive qu'on peine toute une vie dans la nuit sans résultat escompté. Il ne faut pas croire pour autant qu'on travaille en vain et pour rien ; ce qui compte c'est de travailler, de bosser dur* », a-t-il insisté.



La messe à la place mariale

L'homme d'église a plaidé l'évangélisation des hommes, des femmes et particulièrement des jeunes considérés comme les bâtisseurs de demain. « *Une nouvelle pêche, d'hommes et de femmes, particulièrement les jeunes, ces jeunes, lesquels sont également invités en août 2023 aux Journées mondiales de la jeunesse à Lisbonne, au Portugal* », a-t-il dit. Heureuse coïncidence, la thématique du travail développée par Mgr Minzonzo l'a été le jour où l'humanité commémorait la Journée internationale du 1^{er} mai. La Conférence épiscopale du Congo est un organe collégial regroupant les évêques de l'Eglise catholique.

Guillaume Ondze

Les musulmans de Brazzaville fêtent la fin du ramadan

L'imam Hamidou Kiam a commémoré, le 2 mai à Brazzaville, avec les musulmans du Congo, la fête de l'Aïd el-Fitr qui marque la fin du ramadan, mois de jeûne, sacré et béni pour les croyants à l'Islam, sous le signe de la conservation des acquis et de l'instauration de la paix entre frères.

Des milliers de musulmans, à Brazzaville, ont fêté l'Aïd el-Fitr sur huit sites répartis à Bacongo; Talangai; Mikalou; Djiri; Madibou; Mfilou; Mpila et dans la commune de Kintélé. « *Que Dieu écoute nos prières. Qu'il instaure l'amour, l'équité, la tempérance entre les frères musulmans. Que Dieu donne force et intelligence aux autorités du Congo, au chef de l'Etat afin qu'il veille pour la paix, car sans la paix, les musulmans ne peuvent pas se rassembler* », a indiqué l'imam Hamidou Kiam, dans son prêche en arabe puis interprété en lingala, langue nationale.

La fête qui marque la fin du ramadan est l'une des trois qu'observent les musulmans dans l'année, selon les instructions coraniques. La deuxième fête intervient le douzième mois du calendrier lunaire et la troisième est celle qui se tient tous les vendredis dans des mosquées respectives.

musulmans

Après la mort de Abdul Djibril Bopaka, ancien président du Conseil supérieur islamique du Congo, les imams musulmans appellent de vive voix à la mise en place des instances préparatoires de l'assemblée générale et la tenue de l'élection d'un nouveau président de cette organisation religieuse.

Selon le compte rendu de la réunion des imams en date du 27 mars dernier, et dont la présidence de la République du Congo a accusé réception, ils demandaient « *l'applicabilité en totalité, sans aucune entorse, des statuts du Conseil supérieur islamique du Congo dans ses articles 13, 57 et 58; la création d'une commission pré-*



Des musulmans en prière/Adiac

paratoire dès la fin du ramadan, pour l'aboutissement et réalisation de l'assemblée générale à une date proche et raisonnable ».

L'assemblée générale du

Conseil supérieur islamique du Congo permettra aux musulmans, entre autres, de trouver le successeur d'El Hadj Abdoulaye Djibril Bopaka, décédé le 1^{er} novembre 2021, et

relancer la bonne marche des activités de cette institution religieuse.

Selon une source bien informée, le mandat d'El Hadj Abdoulaye Djibril Bopaka étant fini, le 24 janvier dernier, et englobant celui de l'intérimaire, Cheick Ed-die Serge Youssouf Ngolo Ndzila, le pouvoir et la gouvernance du Conseil supérieur islamique du Congo reviennent aux imams, d'après les statuts de ce Conseil.

Fortuné Ibara

« Que Dieu écoute nos prières. Qu'il instaure l'amour, l'équité, la tempérance entre les frères musulmans. Que Dieu donne force et intelligence aux autorités du Congo, au chef de l'Etat afin qu'il veille pour la paix, car sans la paix, les musulmans ne peuvent pas se rassembler »

DISPARITION

Ricky Siméon “le gardien du temple” rejoint ses pairs des Bantous de la capitale

Le percussionniste des Bantous de la capitale, Ricky Siméon Malonga dit Ricky Siméon “le gardien du temple” a tiré sa révérence, le 1er mai à Brazzaville, des suites d’une courte maladie, à l’âge de 80 ans.

Premier percussionniste des Bantous de la capitale et premier percussionniste à avoir introduit la batterie autrement appelée “drums” dans la rumba congolaise, Ricky Siméon Malonga laisse ses coéquipiers des Bantous tout en étant encore dynamique, bien que d’un âge avancé. Il a intégré les Bantous de la capitale en 1967, soit huit ans après sa fondation, lorsque le groupe était revenu du festival des Arts nègres de Dakar. Depuis lors, jusqu’à la date de son décès, il n’a jamais quitté les Bantous. C’est pourquoi, on l’appelait “le gardien du temple”. Même le patriarche Edo Ganga (paix à son âme) était reparti dans l’Ok Jazz à Kinshasa en 1962, puis rapatrié de nouveau en 1964

pour rejoindre Les Bantous. Cinq après sa venue dans les Bantous, soit en 1972, le groupe va connaître sa première grande scission. Célestin Nkouka, Pamelou Mounka et Kosmos Moutouari sont allés créer l’orchestre « Le Peuple ». Edo Ganga, Théo Bissikou, Ange Linaud, Mpassi Mermans sont allés créer « Les Nzoï ». N’étaient restés dans Les Bantous que Nino Malapet, Ricky Siméon, Alfonso et Lambert Kabako qui venait d’arriver. Ces derniers voyaient déjà la disparition des Bantous. Jean Serges Essous qui pouvait garder l’orchestre se trouvait déjà du côté des Antilles. Que de croiser les bras, Nino Malapet et Ricky Siméon ont recruté des jeunes, dont Chico Pambou,

Roger Mpikou, Brazza Antonio, Simon Mangouani (l’actuel chef d’orchestre adjoint des Bantous) surtout des chanteurs et quelques guitaristes. C’est finalement Jean Jules Okabando (paix à son âme) qui a fait revenir les dissidents.

Notons que Ricky Siméon est de la troisième génération après celle des co-fondateurs, à savoir Edo Ganga, Saturnin Pandi, Jean Serge Essous (premier chef d’orchestre), Nino Malepet (deuxième chef d’orchestre), Célestin Nkouka, Daniel Loubelo De la lune ; puis la deuxième, celle de Mpassi Mermans, Pamelou Mounka, Samba Mascotte, Théo Bitsikou, Michel Boyibanda, Gerry Gérard (qui ont tous tiré leur révérence à l’exception



de Mpassi Mermans qui est encore en vie). Passionné de la musique congolaise, Ricky Siméon était également un gentleman. Élégant, il était toujours bien vêtu avec son éternel béret sur la tête, même lorsqu’il fallait jouer à la batterie.

Le deuil de Ricky Siméon se tient au 70 de la rue David Loulendo au quartier “La Base”. Siméon Malonga dit « Ricky Siméon » est né le 18 février 1942 à Poto-Poto, le troisième arrondissement de Brazzaville.

Bruno Okokana

DÉVELOPPEMENT DU FOOTBALL FÉMININ

Le plan stratégique 2022-2024 officiellement lancé

La Fédération congolaise de football (Fécofoot) a lancé, le 30 avril, le plan stratégique pour le développement du football féminin 2022-2024 à l’issue duquel une évaluation sera faite pour apprécier la réalisation du projet en 2024 avant un éventuel recadrage.

« Le football féminin en avant », tel est le slogan choisi pour galvaniser et booster la discipline qui accuse encore un retard au Congo dans son développement. L’initiative vise donc à développer le football féminin à travers tout le territoire national en donnant la possibilité à toutes les filles de le pratiquer en vue de rendre les équipes compétitives à tous les niveaux grâce à l’organisation des compétitions dans toutes les catégories. « La Fécofoot a sa vision de promouvoir, développer et favoriser le football féminin à travers le territoire national. Elle a mis en place, avec l’apport de la Fifa, le processus qui vise à définir les objectifs et à développer le plan national pour les atteindre », a déclaré Jean Guy Blaise Mayolas, le président de la Fécofoot, lors du lancement du projet. Les études faites pour trouver les pistes de solution ont duré toute l’année 2021. « Ce travail a duré toute l’année 2021, à travers les réunions en ligne avec les assistantes de la Fifa Anne et Marina à qui nous adressons grand merci pour



Jean Guy Blaise Mayolas lançant le plan stratégique de développement du football féminin/Adiac

leurs contributions », a expliqué Gaston Tsiangana, le directeur technique national.

Les statistiques publiées sur le football féminin sont plus alarmantes. Sur les douze départements que compte le pays, le football féminin n’est pratiqué qu’à Brazzaville et à Pointe-Noire. Si le vieillissement de l’effectif des équipes féminines à cause de l’absence de la catégorie jeunes pour assurer la relève a été tant décrié, l’existence d’une commission du football féminin à la Fécofoot, l’appui financier et matériel ain-

si que l’existence de quelques clubs féminins et les équipes nationales sont les acquis qu’il faut toutefois préserver.

Cinq piliers principaux ont été sélectionnés, à savoir développer; mettre le jeu en valeur; former et responsabiliser; administrer et diriger puis communiquer et commercialiser pour inverser la pyramide. La politique permettra d’accroître la participation des filles au niveau de la base et des jeunes, augmenter le nombre des clubs et des licenciées (de 200 à 300 dans toutes les catégories), renforcer

les équipes seniors et des catégories, augmenter le nombre d’encadreurs techniques dans l’entraînement et arbitrage, puis renforcer les structures chargées de gestion de football féminin, participer aux compétitions nationales, continentales et internationales pour faire mieux connaître le football féminin. Le chantier de la restructuration du football féminin va commencer par la base, notamment les 9-11 ans. Brazzaville sera le département pilote dans lequel seront organisés neuf festivals l’année, dans les neuf

arrondissements de la ville capitale. Dans la catégorie de 12 à 15 ans, le travail consiste à organiser le concours scolaire à 8 ans et détecter les talents pour le centre de perfectionnement, alors que l’organisation des compétitions s’impose chez les U-17, 20 et les seniors.

« La mise en valeur des équipes seniors passe par l’organisation des stages de préparation et la sélection des meilleures joueuses... dans les U-15 et U-17, il faut détecter les meilleures joueuses pour constituer les équipes nationales. Nous allons former cinquante éducateurs et éducatrices dans les départements où le football féminin est inexistant pour les responsabiliser dans les équipes et dans les écoles », a commenté Jacques Ontsira, chef du projet. La promotion du football féminin, a-t-il ajouté, permettra de combattre les barrières par l’organisation des conférences avec les anciennes joueuses et la projection des matches de haut niveau dans les écoles et départements.

James Golden Eloué

MÉDIAS

Les journalistes ponténégrins édifiés sur les «Fake news»

Le Club économique de la presse, en partenariat avec l'ambassade des Etats-Unis au Congo, a organisé le 29 avril, à la Chambre de commerce de Pointe-Noire, une session de formation à l'endroit des journalistes sur le thème « Fake news : comment les éviter ? ».

Placée sous le patronage d'Eugene S. Young, ambassadeur des Etats-Unis en République du Congo, la rencontre a connu la présence de la directrice interdépartementale de la Télévision nationale congolaise Pointe-Noire/Kouilou, Irma Nadège Ikama. Elle a eu comme objectif d'échanger et de mettre à disposition des outils en vue de lutter contre les fakes news, phénomène qui consiste à divulguer des fausses informations. En plus du principal thème, les participants ont suivi des sous-thèmes développés par différents orateurs membres dudit club. Ceux-ci ont porté sur «L'attitude d'un journaliste face aux fakes news : comment éviter le piège ? » développé par Albert Mianzoukouta, directeur de publication de l'hebdomadaire «La Semaine Africaine» ; «L'expérience d'un correspondant de presse travaillant pour des médias étrangers» par Loïcia Martial, correspondant RFI et AFP au Congo ; «Le web TV face aux fakes news» par Ornella Kouanga, directrice de la télévision en ligne, «Ponton Light». La modération été assurée par Guy-Gervais Kitina, rédacteur en chef du quotidien «Les Dépêches de Brazzaville».

Bien que n'étant pas nouveaux, les fakes news (fausses informations) ont pris de l'ampleur dans le monde avec l'internet et surtout les réseaux sociaux. Et comme l'a souligné Eugene S. Young, « Les Fakes news représentent un défi pour la

jeunesse car ils manipulent la vérité et font passer le faux pour le vrai. Ensemble, nous devons trouver des solutions pour combattre ce phénomène mondial. Cet atelier permettra de trouver les méthodes adaptées pour le contexte de la République du Congo, en vue de combattre ce phénomène responsable des dégâts dans toutes les sociétés du monde». Et pour combattre les fakes news, la presse qui a pour vocation d'informer a un grand rôle à jouer à travers les recherches, en s'appuyant sur des véritables sources d'information. Eugene S. Young a signifié qu'en plus de la langue anglaise, les fakes news existent dans toutes les langues du monde. Aussi a-t-il rappelé que les médias ont toujours un pouvoir réel dans la société et ceci est d'autant plus vrai à l'ère du numérique.

«Nous voyons au quotidien comment les médias façonnent les pensées des gens dans tous les domaines de la vie. A l'ère du numérique, une question se pose, à savoir qui est réellement journaliste? Malheureusement, il est très difficile de répondre à cette question car les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) ont révolutionné la circulation de l'information. Un simple téléphone connecté à l'internet suffit pour informer des millions de personnes. Communiquer les opinions à travers l'internet n'est pas une mauvaise chose dans le cadre de la démocra-



L'ambassadeur des USA au Congo (au centre) posant avec des journalistes, le 29 avril à Pointe-Noire/Adiac

tie et de la liberté d'expression. Cependant, le revers de la médaille est que certaines personnes utilisent cette avancée technologique en vue de manipuler, tromper et influencer les opinions», a-t-il expliqué. Dans son exposé axé sur l'attitude d'un journaliste face aux fakes news, Albert Mianzoukouta a donné quelques outils pour éviter ses pièges. Ainsi, pour s'en protéger et s'en prémunir, il a conseillé notamment le respect des règles journalistiques, la multiplication des sources et la vérification de l'information, en vue de s'assurer de sa véracité. «Le fake news vit, parce que nous le faisons vivre. Il faut donner la bonne information. La parade contre ce phénomène réside d'abord en nous mêmes. Il faut vérifier la fiabilité de la source, rechercher son rapport avec la vérité et voir si elle peut être diffusée», a-t-il insisté.

Par ailleurs, il a souligné qu'aujourd'hui grâce aux NTIC, le journaliste se voit quelque part dépossédé de sa fonction régaliennne d'annonceur ou de commentateur d'information, parce que n'importe qui ayant les moyens technologiques peut diffuser une information à grande échelle à travers différents supports. Pour sa part, la directrice de la chaîne «Ponton Light» a partagé les astuces utilisées par ce web TV pour faire face aux fakes news. Elle a insisté sur le fait qu'il est toujours nécessaire de vérifier toute information avant sa diffusion. «Aujourd'hui avec l'évolution de la technologie, les journalistes doivent être très attentifs aux sources pour un bon traitement de l'information. Pour notre part, nous veillons toujours à ne pas publier des fakes news sur notre chaîne», a-t-elle indiqué.

Partageant son expérience de correspondant de presse, Loïcia Martial a évoqué les difficultés et les contraintes du métier; puis quelques attitudes qui doivent caractériser un correspondant de presse, notamment la rigueur dans le traitement de l'information, un bon carnet d'adresses, la probité morale, l'humilité, le courage, la maîtrise des sujets à traiter et la prudence. Il a expliqué «qu'un correspondant de presse est à la fois l'œil et l'oreille du média qu'il représente et qui a sa rédaction à l'étranger».

Notons que cette session constitue la première activité du Club économique de la presse depuis sa création en octobre 2021. Ce club est un espace d'échange et de partage sur les questions d'actualité économique.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga
et Séverin Ibara

ENVIRONNEMENT

Les Lions clubs assainissent la Tchinouka et ses alentours

Une opération d'assainissement de la rivière Tchinouka et ses abords suivie de la distribution des moustiquaires imprégnées dans les orphelinats de la place, initiée par les Lions Clubs et Leos de Pointe-Noire, a eu lieu le 29 avril à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le paludisme.

L'activité d'assainissement de la rivière Tchinouka et ses alentours a été menée à hauteur du pont de l'Eglise catholique Saint Pierre Apôtre, dans le premier arrondissement, Emery-Patrice-Lumumba. Elle obéit au credo des Lions clubs d'être au service de la collectivité. Munis des outils aratoires, les membres du Lions clubs et Léos ont mené cette action avec l'aide des agents d'Averda, le partenaire associé à l'activité qui, en plus de ses agents, a déployé un engin chargeur pour accomplir cette action d'envergure.

Le désherbage, le désengorgement, le faucardage du lit de la rivière Tchinouka ont été faits suivi de la destruction des larves de moustiques par des larvicides et par fumigation. « La Tchinouka et ses eaux étant remplies des débris et ordures diverses empêchent le ruissèlement des eaux. Les moustiques y trouvent comme refuge et s'y reproduisent. L'action que nous avons menée sert donc



Les membres du Lions clubs et Leos lors de l'opération d'assainissement de la Tchinouka/Adiac

à assainir cet environnement et à lutter ainsi contre le paludisme», a dit Freddy Awélé, président de la commission environnement du district 403 B1 du Lions clubs. « Nous de-

mandons à tous les citoyens et aux riverains de la Tchinouka de prendre leurs responsabilités en appuyant et accompagnant ce geste. Que chacun essaie de nettoyer

son environnement immédiat. Ce n'est qu'en nous mobilisant tous que nous allons empêcher la reproduction des moustiques, vecteurs du paludisme », a-t-il souhaité.

Après l'opération, les Lions clubs et Leos se sont rendus dans les orphelinats foyer Père Anton et foyer Padre Pino au quartier Mpaka, dans le 6e arrondissement Ngoyo, afin de distribuer des moustiquaires imprégnées. Ces actions bénévoles contribuent à garder l'environnement propre mais aussi à sensibiliser la population à l'impérieux devoir de garder et vivre dans un environnement sain. Cela répond aussi au vœu de Glorieuse Mbe Emame, gouverneur du district 403 B1 du Lions clubs, qui a dit qu'« Il est urgent de prendre des mesures pour atteindre l'objectif zéro paludisme. Il appartient aux Lions et Leos du district 403 B1 de relever ce défi».

Signalons que les Lions Clubs sont un groupe d'hommes et de femmes qui travaillent ensemble pour répondre aux besoins de la collectivité. Les Lions clubs et Leos de Pointe-Noire sont repartis en treize clubs et se réunissent une fois dans le mois.

Hervé Brice Mampouya

GRANDS LACS

Le Congo et l'Angola préoccupés par la situation sécuritaire dans la région

Le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, s'est entretenu le 28 avril à Brazzaville avec le ministre angolais des Relations extérieures, Tété Antonio, porteur d'un message du président Joao Lourenço.



Tété Antonio

Le message du chef de l'Etat angolais souligne l'excellence des relations d'amitié et de coopération entre les deux pays. Par ailleurs, Denis Sassou N'Guesso et Tété Antonio ont évoqué l'évolution de la situation sécuritaire dans la région des Grands Lacs. « Le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, joue un rôle important en Afrique, dans la sous-région et même dans le monde. Souvent, il est consulté pour sa sagesse, mais aussi, lorsqu'il s'agit d'évoquer des questions bilatérales », a déclaré le ministre angolais. « Notre région a beaucoup d'opportunités et de nombreux défis à relever. C'est ce que les chefs d'Etat font pour

examiner les problèmes qui se posent dans la sous-région, surtout en cette période marquée par le terrorisme », a précisé Tété Antonio.

En outre, il a fait savoir que la question du terrorisme sera, justement, au centre de la réunion des chefs d'Etat de l'Union africaine prévue les 27 et 28 mai, à Malabo, en Guinée équatoriale. « Il est important que nos chefs d'Etat aussi se concertent avant de se retrouver pour parler du terrorisme qui est à nos portes. Car, dès lors que le phénomène touche l'un de nos pays, il nous touche aussi », a conclu le ministre angolais des Relations extérieures.

Yvette Reine Nzaba

COOPÉRATION

Total Energie Congo dévoile son plan d'action

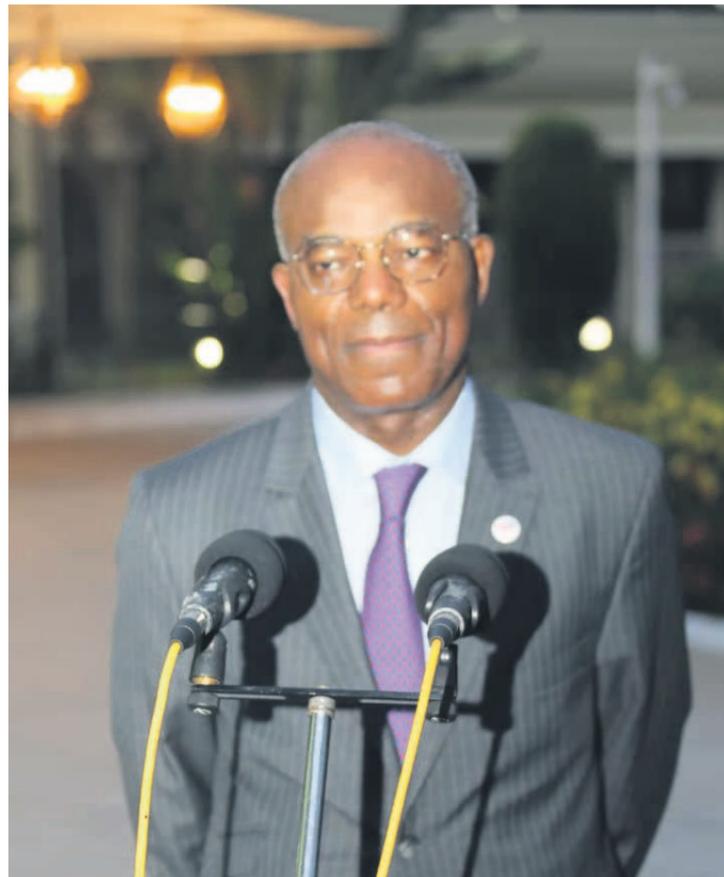
Le directeur Afrique du groupe Total Energie, Henri Max NDong-Nzue, a été reçu en audience, le 28 avril à Brazzaville, par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso.

Les deux personnalités ont parlé des perspectives à court et moyen terme de Total Energie Congo.

« Dans le cadre contractuel dans lequel nous travaillons avec le Congo, les avenants permettent de stabiliser et de nous donner toute la visibilité nécessaire pour nous projeter, en vue de nous permettre, avant la fin de l'année, de forer et d'explorer. Pour 2023, nous prévoyons également une activité au forage. Cette activité nous permettra de stabiliser la production que nous observons aujourd'hui sur nos champs », a indiqué Max NDong-Nzue, au sortir de l'entretien avec le chef de l'Etat.

En ce qui concerne le traitement du gaz, le Groupe Total énergie, a-t-il expliqué, mettra en place deux stratégies qui consistent à réduire son torchage et à le valoriser en le liquéfiant.

« Le gaz est considéré comme l'énergie de transition par excellence. Au niveau du Congo, nous avons une stratégie en deux axes. Le premier est de réduire le brûlage pour préserver cette ressource dont nous y



Henri Max NDong-Nzue

travaillons de manière à ce qu'à l'horizon 2023-2024, nous l'aurons réduit significativement dans différentes opérations. Le second axe consiste à valoriser ce gaz, notamment en le liquéfiant pour l'exporter sur les marchés mondiaux », a précisé le directeur Afrique du groupe Total Energie.

Signalons que depuis novembre 2021, le Groupe Total Energie a lancé au Congo un projet portant sur la plantation d'une nouvelle forêt de quatre mille hectares sur le plateau Batéké. La nouvelle forêt plantée constituera un puits de carbone de plus de dix millions de tonnes de gaz carbonique sur une vingtaine d'années.

Y.R.Nz.

TOUR CYCLISTE DU CONGO 2023

Le Burkina Faso prêt à accompagner le Congo

En séjour de travail à Paris, en France, le président de la Fédération congolaise de cyclisme (Fécocy), Rufin Bakouetana, a signé grâce à l'appui de la fédération française de cyclisme avec le président de la Fédération burkinabè de cyclisme, un partenariat qui permettra à celle-ci d'accompagner et soutenir le Congo dans l'organisation du Tour cycliste du Congo 2023.

L'échange entre Rufin Bakouetana et le président de la Fédération burkinabè de cyclisme, Amendé Ignace Berewoudougou, a abouti à la signature de plusieurs accords dont l'appui du Faso à l'organisation du tour cycliste du Congo 2023, la reprise de sorties internationales des Diabes rouges cyclistes à partir d'octobre 2022 au tour cycliste du Faso. Aussi, un entraîneur du Burkina Faso, le nommé Kaboré, assurera l'encadrement accéléré de l'équipe congolaise dès sa reconstitution en juin 2022, aux côtés des techniciens du Congo.

Au cours de son séjour, Rufin Bakouetana a pu entreprendre des contacts avec les structures et organisations sportives du cyclisme français.

A cet effet, quelques actions au bénéfice du cyclisme congolais ont été



Les cyclistes congolais/Adiac

accomplies, notamment, l'obtention sur vente à moitié prix des vélos de course, accessoires et équipements complets, avec accord d'enlèvement et d'exportation par transit, le parrainage de trois grandes compétitions internationales à organiser par le Congo ainsi que la conclusion future des protocoles de coopération. Il sied de noter que le Burkina Faso fait partie des pays africains ayant une longue expérience en matière de cyclisme. Grâce au Tour du Faso, l'une des compétitions phares de course cycliste disputée par étapes. Si la première édition a eu lieu en 1987, l'édition 2022 sera la trente-quatrième édition. Le Tour du Faso est devenu depuis, l'une des courses cyclistes les plus importantes d'Afrique, avec le Tour du Maroc.

Rude Ngoma